GENEVE

Année XXXII - N° 906 - 8 SEPTEMBRE 1934

LE RÉVEIL anarchiste

Mussolini s'est vanté d'avoir piétiné le cadavre de la Liberté. C'est cette Liberté cadavérique que les fascistes de Genève réclament.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : Rue des Savoises, 6 GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS — Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE Abonnement : Une année, fr. 5.— Six mois, fr. 2,50

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX Le Réveil, No I. 4662. Genève

Economie détraquée

On parle beaucoup d'économie dirigée depuis qu'elle se révèle détraquée par le capitalisme. Mais qui dirigera donc cette économie nouvelle? Presque toutes les réponses que nous avons eues jusqu'à présent envisagent surtout une direction de l'Etat. Ainsi les hommes qui par la ruse et la violence se seront emparés du pouvoir sont proclamés économistes infaillibles, appelés à dominer à la fois toute la vie politique et économique, morale et sociale. Comme absurdité, nous sommes dûment servis.

Faisons une première constatation. Ce qu'on reproche à l'économie bourgeoise, ce ne sont pas privilèges, monopoles, spoliations, usurpations, protections qu'elle a pu obtenir de l'Etat contre les travailleurs, mais la liberté dont les entreprises individuelles ont pu jouir, liberté qui est taxée — suprême injure! — d'anarchie. Or, c'est précisément en tant que l'économie capitaliste fut libérale qu'elle a réalisé au cours d'un siècle des progrès merveilleux, que Marx exaltait déjà en 1847, lorsqu'ils étaient bien loin d'avoir atteint le niveau actuel. Il est évident que l'outillage, le machinisme, la technique, les applications n'ont atteint le développement et le perfectionnement actuels que pour n'avoir pas connu d'entraves légales. La liberté d'expérimentation a abouti dans les sciences, comme dans l'économie à des miracles.

Ainsi nous pouvons affirmer que deux des plus grands problèmes ont eu déjà leur solution : celui d'une production suffisante et celui de la possibilité de faire parvenir rapidement même dans les coins les plus reculés les produits. Reste le problème essentiel d'assurer à tous une répartition large ou du moins toujours suffisante de ces produits. Pourquoi les deux premiers problèmes ayant été résolus sans besoin de la direction gouvernementale, ce dernier ne le serait-il **pas?**

Sans doute, cette troisième solution est incompatible avec le maintien du régime capitaliste et appelle donc une révolution, mais celle-ci nous coûterait infiniment moins cher que tous les essais d'économie dirigée auxquels nous assistons.

En Suisse, nous nous acheminons vers le triomphe du principe d'assistance universelle: subsides à l'agriculture, aux industries, à l'hôtellerie, à l'artisanat, aux banques, au petit commerce et aux chômeurs de tous genres. Et nous avons sans doute oublié plus d'une catégorie d'assistés! Rêver d'un monde où, à part les vieillards et les infirmes, chacun se trouverait à pouvoir vivre sans assistance, c'est une abomination anarchiste; il vaut mieux sans doute constituer un ensemble de corporations de mendiants.

L'économie dirigée appliquée au système capitaliste nous vaut le plus formidable gâchis qu'il soit possible de rêver par des mesures toutes contradictoires. L'économie bourgeoise est faite d'une opposition systématique d'intérêts, même en faisant abstraction de la fameuse lutte de classes entre employés et employeurs. Qui saura tenir la balance égale entre ouvriers et paysans, coopérateurs et boutiquiers, petit et grand commerce, industrie et agriculture, besoins d'importation et d'exportation, main-d'œuvre locale et étrangère, etc. Là-dessus viennent se greffer tout un ensemble de mesures administratives, légales, fiscales, douanières, policières, nationales, internationales, qui, toutes, ne sauraient avantager les uns sans nuire aux autres. En vérité, nous finissons par nous en trouver tous plus ou moins mal, mais, enfin, nous voilà sauvés de l'anarchie et dirigés à souhait!

Nous ne parlerons pas ici des tentatives d'économie dirigée en Italie, Allemagne et Autriche, réalisées par le fascisme. Notre presse bourgeoise n'a pas hésité à les qualifier de « redressement économique et moral », mais les populations de ces trois pays sont plus affamées, exploitées et opprimées que jamais. Resterait l'expérience de Roosevelt que d'aucuns se plaisent à exalter, mais qui à notre avis est celle démontrant le mieux que le système capitaliste ne saurait être **redressé et doit être abattu.**

En effet, voilà un pays grand comme l'Europe mais quatre fois moins peuplé, riche de toutes les richesses agricoles, minières, forestières, etc., disposant de matières premières abondantes et du machinisme le plus perfectionné, détenant les deux tiers de l'or du monde entier, comptant un nombreux personnel technique très capable et expérimenté. Il ne manque donc rien à Roosevelt de tout ce qui paraît nécessaire pour réussir et malgré cela il échoue. En effet, les résultats annoncés cachent mal l'échec. Certaines mesures artificielles, telles que la dévaluation de la monnaie, ne sauraient d'ailleurs avoir qu'un résultat momentané; d'autres, comme les subsides aux fermiers qui n'ensemenceront pas leurs terres, sont simplement absurdes; d'autres encore, comme le refus de payer en dollars or des dettes expressément contractées sur cette base, sont de vulgaires filouteries. Mais enfin, même avec tout cela, il reste encore douze millions de chômeurs, une foule ouvrière déjà plongée dans la misère ou entraînée à des grèves sanglantes pour éviter une pire exploitation, une situation, en somme, sans sécurité aucune et lourde de menaces pour l'avenir.

Comprenez-vous cela: que disposant de tout, rien ne puisse en être tiré? Et comment avec une telle expérience sous les yeux croire encore à l'économie dirigée par un dictateur sur la base du capitalisme?

Mais d'aucuns nous reprocheront de vouloir oublier de propos délibéré l'expérience russe, autour de laquelle une réclame tapageuse n'a pourtant point manqué. Or, malgré un bourrage de crânes intensif et les plus différentes complicités de politiciens et d'affairistes retour de Russie, il est avéré que les travailleurs russes se trouvent toujours dans une situation inférieure à celle des travailleurs d'autres pays d'Europe, même frappés par la crise. L'obstination que d'aucuns mettent à cacher la vérité, ne sert à rien et chacun sait que l'industrialisation à outrance a coûté des sacrifices et des souffrances inouis, sans avoir nullement les résultats attendus.

Encore dernièrement nous lisions dans *Le Temps* cette dépêche de son correspondant de Moscou bien connu et qui certes ne se hasarderait pas à fausser des faits économiques :

Un grand décret pris par le Comité central du parti bolcheviste sur la livraison de blé et de viande à l'Etat déclare avec quelque optimisme « qu'en dépit de la sécheresse partielle dans le sud, la récolte sera cette année aussi bonne dans l'ensemble que l'année dernière et même dans quelques régions meilleure ».

Cependant tout le décret tend à organiser la lutte contre les pertes de grain par suite de vols et autres tendances « antiétatistes » et ordonne de manière catégorique aux autorités locales et en particulier aux sections politiques de mettre tout en œuvre pour combattre les « tentatives de rupture du plan de la récolte en donnant pour prétexte les mauvaises conditions météorologiques du printemps de cette année ». Malgré la sécheresse, les réquisitions de blé par l'Etat ne seront ***pas diminuées.***

Ainsi le prolétariat « dictateur » est pressuré sans ménagement ni concession possible; il doit livrer coûte que coûte les quantités fixées arbitrairement par le gouvernement et aucune raison de les diminuer n'est retenue valable à l'avance. Malheur aux « voleurs » et aux « antiétatistes » qui voudraient manger à leur faim! C'est ainsi que le *plan* se trouve réalisé ou même dépassé en ce que l'Etat veut bien prendre et gare à ses serfs ne se pliant pas à une soumission absolue!

A travers le langage officiel n'entrevoyons-nous pas une situation vraiment tragique dans les campagnes? L'économie dirigée sur la base du capitalisme d'Etat n'est pas moins oppressive que celle sur la base du capitalisme privé. Le monde est sauvé de l'anarchie, mais reste plongé dans la misère et la servitude!

Economie dirigée bolcheviste ou bourgeoise n'est donc qu'une économie détraquée encore plus que l'économie dite libérale, qui du moins peut se vanter d'avoir réalisé en un seul siècle un essor économique prodigieux. Le problème n'est donc plus que d'en faire profiter tout le monde et pour y parvenir quoi de plus pratique que l'action directe des masses de producteurs? L'Etat, a dit Marx lui-même, est une « superstructure parasitaire se nourrissant de la substance de la société »; pourquoi au lieu de viser à l'élimination de ce parasitisme, le rendre maître absolu de tout et de tous?

Nous avons à rechercher une organisation sociale, coopérative, solidaire, libre et non une organisation étatiste, hiérarchique, monopoliste, servile. Nous devons inspirer confiance aux individus et aux collectivités en leurs propres activités se développant, organisant et perfectionnant toujours plus. Non plus une humanité d'instruments du pouvoir et de l'exploitation de quelques-uns, mais de vastes associations de libres et d'égaux réalisant le bien-être pour tous, que la technique et le machinisme hérités de la société bourgeoise rendent parfaitement possible. Et pour cela élimination et non conquête de ce pouvoir d'Etat dont découleront toujours les hostilités entre classes et entre nations.

Encore et toujours : Vive l'anarchie des hommes de bonne volonté! L. B.

Système corporatif

La *Fédération horlogère suisse*, organe patronal, publie une étude assez objective sur les corporations italiennes et arrive à la même conclusion que tous ceux qui ont bien voulu regarder les choses de près et n'ont pas voulu s'en tenir aux bruyantes déclamations. La voici:

Les corporations, ayant pour fonction de réglementer les prix et les conditions de la production, de contribuer à la conciliation de conflits collectifs, comment prendront-elles leurs décisions? La question reste obscure.

Mussolini s'est heurté à cette difficulté qui est inhérente à toute représentation d'intérêts : il est absurde qu'une assemblée d'intérêts prenne des décisions à la majorité. Les intérêts auxquels on aurait assigné le plus grand nombre de voix écraseraient les autres. Aussi on a décidé que dans les conseils, on votera par intérêt séparé. Mais alors comment se formera la décision?

Nous ne voyons pas clairement, ou plutôt nous croyons voir, trop clairement, que ce sont, tout simplement, les représentants du gouvernement et du parti fasciste qui décideront, les autres membres n'étant là que pour présenter leurs vœux.

Aussi bien, toute cette organisation corporative donne l'impression de n'être qu'un faux semblant, derrière lequel se cache le renforcement de l'étatisme.

Nos corporatistes suisses se sont arrangés à assigner le plus grand nombre de voix au patronat, seule façon de supprimer la lutte de classes en supprimant le droit pour les travailleurs de résister à leur exploitation. Ensuite, comme la décision patronale aura force de loi, il ne restera plus qu'à emprisonner ceux qui ne voudront pas s'y soumettre.

Tel est le beau système que sous la direction des cléricaux, jeunes radicaux, jeunes protestants et jeunes fascistes, on se prépare à nous imposer. A nous de rénover réellement l'économie, non pas en la changeant de libérale en servile, mais d'économie privée en économie vraiment sociale.

Acheter le journal „La Suisse", c'est donner de l'argent au fascisme

Anarchisme et amoralisme

Le nombre de ceux qui se disent anarchistes est tellement grand aujourd'hui et sous le nom d'anarchie on expose des doctrines tellement divergentes et contradictoires, que nous aurions vraiment tort de nous étonner lorsque le public, nullement familiarisé avec nos idées, ne pouvant distinguer du premier coup les grandes différences qui se cachent sous le même mot, demeure indifférent vis-à-vis de notre propagande et nous témoigne en même temps de la défiance.

Nous ne pouvons, naturellement, je l'ai déjà dit, empêcher les autres de se donner le nom qu'ils choisissent; quant à renoncer nous-mêmes à nous appeler anarchistes, cela ne servirait à rien, car le public croirait tout simplement que nous avons tourné casaque.

Tout ce que nous pouvons et devons faire, c'est de nous distinguer nettement de ceux qui ont une conception différente de la nôtre, ou qui tirent d'une même conception théorique des conséquences pratiques absolument opposées à celles que nous tirons. Et la distinction doit résulter de l'exposition claire de nos idées et de la répétition franche et incessante de notre opinion sur tous les faits qui sont en contradiction avec nos idées et notre morale, sans égards pour une personne ou un parti quelconques. Car cette prétendue solidarité de parti entre gens qui, en réalité, n'appartenaient pas et n'auraient pu appartenir au même parti, a été précisément l'une des causes principales de la confusion.

C'est ainsi qu'il s'est fait que plus d'un exaltent chez les camarades les mêmes actions qu'ils reprochent aux bourgeois, et qu'il semble que leur unique critérium du bien ou du mal consiste à savoir si l'auteur de tel ou tel acte se dit ou ne se dit pas anarchiste. Une suite d'erreurs a amené ceux-ci à se mettre dans la pratique en contradiction flagrante avec les principes qu'ils professent théoriquement, et ceux-là à admettre pareilles contradictions; tandis qu'un grand nombre de causes ont amené au milieu de nous des gens qui au fond se moquent du socialisme, de l'anarchie et de tout ce qui dépasse les intérêts de leur personne.

Je ne puis entreprendre ici un examen méthodique et complet de toutes ces erreurs, et je me bornerai aujourd'hui à examiner celle qui est la plus frappante, parce que majeure.

—o—

Il s'agit de la morale.

Il n'est pas rare de trouver des « anarchistes » ou se disant tels, qui nient la morale. Tout d'abord, ce n'est qu'une simple façon de parler pour établir qu'au point de vue théorique ils n'admettent pas une morale absolue, éternelle et immuable, et que, dans la pratique, ils se révoltent contre la morale bourgeoise, sanctionnant l'exploitation des masses et frappant tous les actes qui lèsent ou menacent les intérêts des privilégiés. Puis, peu à peu, comme il arrive dans bien des cas, ils prennent la figure de rhétorique pour l'expression exacte de la vérité. Ils oublient que, dans la morale courante, à côté des règles inculquées par les prêtres et les patrons pour assurer leur domination, il s'en trouve d'autres, qui en forment même la majeure partie et la plus substantielle, sans lesquelles toute existence sociale serait impossible; ils oublient que se révolter contre toute règle imposée par la force ne veut nullement dire renoncer à toute retenue morale et à tout sentiment d'obligation envers les autres; ils oublient que pour combattre raisonnablement une morale, il faut lui opposer, en théorie et en pratique, une morale supérieure; et ils finissent quelquefois, leur tempérament et les circonstances aidant, par devenir amoraux — immoraux dans le sens absolu du mot — c'est-à-dire des hommes sans règle de conduite, sans critérium pour se guider dans leurs actions, qui cèdent passivement à l'impulsion du moment. Aujourd'hui, ils se privent de pain pour secourir un cama-

rade; demain, ils tueront un homme pour aller au lupanar !

La morale est la règle de conduite que chaque homme considère comme bonne. On peut trouver mauvaise la morale dominante de telle époque, tel pays ou telle société, et nous trouvons, en effet, la morale bourgeoise plus que mauvaise; mais on ne saurait concevoir une société sans une morale quelconque, ni un homme conscient qui n'ait aucun critérium pour juger de ce qui est bien et de ce qui est mal pour soi-même et les autres.

Lorsque nous combattons la société actuelle, nous opposons à la morale bourgeoise, individualiste, morale de lutte et de concurrence, la morale de l'amour et de la solidarité, et nous cherchons à établir les institutions qui correspondent à notre conception des rapports entre les hommes. S'il en était autrement, pourquoi ne trouverions-nous pas juste que les bourgeois exploitent le peuple ?

—o—

Une autre affirmation nuisible, sincère chez les uns, mais qui, pour d'autres, n'est qu'une excuse, c'est que le milieu social actuel ne permet pas d'être moraux et que, par conséquent, il est inutile de tenter des efforts destinés à rester sans succès: le mieux, c'est de tirer des circonstances actuelles le plus possible pour soi-même sans se soucier du prochain, sauf à changer de vie lorsque l'organisation sociale aura changé aussi. Certainement, tout anarchiste, tout socialiste comprend les fatalités économiques qui obligent aujourd'hui l'homme à lutter contre l'homme; et il voit, en bon observateur, l'impuissance de la révolte personnelle contre la force prépondérante du milieu social. Mais il est également vrai que, sans la révolte de l'individu, s'associant à d'autres individus révoltés pour résister au milieu et chercher à le transformer, ce milieu ne changerait jamais.

Nous sommes, tous sans exception, obligés de vivre, plus ou moins, en contradiction avec nos idées; nous sommes socialistes et anarchistes précisément dans la mesure où nous souffrons de cette contradiction et où nous tâchons, autant que possible, de la rendre moins grande. Le jour où nous nous adapterions au milieu, nous n'aurions plus naturellement l'envie de le transformer et nous deviendrions de simples bourgeois; bourgeois sans argent, peut-être; mais non moins bourgeois pour cela dans les actes et dans les intentions.

Errico MALATESTA.

A propos de liberté

Dans une lettre adressée de Leningrad au *Travail*, M.-D. Perret veut bien nous rassurer sur l'existence de la liberté religieuse en Russie. Il écrit:

Parlons un peu des églises qui tiennent tant de place dans les préoccupations de nos bons chrétiens. J'en ai trouvé cinq — dont une catholique — encore en « fonctionnement » (ainsi qu'on dit ici). Il y en a sûrement d'autres encore, mais je ne les ai pas toutes « repérées ». Je suis entré dans celles que j'ai « dénichées » pour me rendre compte, de visu. Les fidèles, sinon vieux, du moins dépassant presque toujours la quarantaine, entraient — librement — faisaient leurs génuflexions et leurs signes de croix, disaient des prières et baisaient, dévotement, les icones Aucun signe d'alarme ou de crainte — pas plus que dans les églises de chez nous.

Suit la description détaillée d'une fonction religieuse dont nous faisons grâce à nos lecteurs. Mais voici la conclusion:

Dira-t-on encore que les chrétiens sont « persécutés » en Russie soviétique, et qu'ils ne peuvent librement fréquenter leurs églises, ni pratiquer leur religion? Pour moi, la question est définitivement, radicalement, tranchée.

Fort bien, quelques églises subsistent et voici la raison que Marx donne de l'existence des églises et des religions.

La misère religieuse c'est l'expression de la misère réelle. La religion est le gémissement de la créature en détresse elle est l'âme d'un monde sans cœur comme elle est la pensée d'un état de choses sans pensée. Elle est l'opium du peuple. La suppression de la religion comme bonheur illusoire du peuple équivaudrait à la revendication de son bonheur réel. L'invitation à abandonner les illusions sur sa situation, c'est l'invitation à abandonner une situation qui a besoin d'illusions.

D'après ces affirmations, on pourrait conclure que la Russie connaît encore une misère réelle. Mais passons: les croyants jouissent donc d'une certaine liberté: nous aimerions apprendre que les mécréants: anarchistes, mencheviks, syndicalistes communistes, dissidents, etc., jouissent d'une liberté, sinon supérieure, du moins égale. Hélas ! ce n'est nullement le cas !

Après le 30 juin

(A.I.T.) — Pour arriver à une juste appréciation des événements du 30 juin, il faut savoir, avant tout, que le peuple — c'est-à-dire le prolétariat et aussi la petite bourgeoisie et les masses paysannes — n'y fut absolument pour rien, n'en eut même pas la moindre idée. Le dénouement n'éveilla, lui non plus, aucun intérêt actif dans les masses. Tout se borna à une sorte de sensation que de tels actes produisent toujours.

Naturellement, cela ne veut pas dire que les événements n'eurent aucune portée sociale, qu'ils ne furent qu'une révolution de palais provoquée par des mercenaires ambitieux en mal de pouvoir. Actuellement, en Allemagne, le prolétariat est réellement impuissant, il est éliminé de toutes les décisions et tout se produit sans la moindre participation des masses. D'ailleurs, une telle situation n'est pas sans précédents dans l'histoire de l'Allemagne. Ainsi, par exemple, l'abolition du servage et des abus du pouvoir qui fut, en France et dans d'autres pays, le résultat de grandes révolutions populaires, a été accomplie en Allemagne d'une façon purement administrative, certains éléments des classes régnantes ayant compris qu'il était préférable de ne pas laisser aller les choses aussi loin qu'on les avait laissé aller en France. De même, aujourd'hui, les luttes sociales, en Allemagne, s'accomplissent uniquement entre les dirigeants, sans que la masse ouvrière y puisse prendre part. Il va de soi qu'avec ce genre de politique sociale, seuls, et toujours, gagnent : le patronat et l'Etat.

Les seuls éléments qui, après l'élimination du prolétariat, peuvent encore représenter politiquement certains intérêts prolétariens, sont les hommes des S. A. Le vrai corps du parti national-socialiste est formé, en somme, d'éléments petits-bourgeois et paysans lesquels, certes, sont, aujourd'hui déjà, mécontents, mais ne pensent pas encore à une révolte. Quant à la garde protectrice du parti, les S. A. se composaient surtout avant le coup de force, principalement de chômeurs, de déclassés, de désespérés, d'anciens officiers, etc., donc d'éléments qui cherchaient, en se révoltant, à gagner avant tout économiquement et qui, pour cette raison, en appelaient au verbiage « socialiste » du programme nazi. Le sort de la révolte, jusqu'à maintenant, a trompé leurs espoirs. Il est vrai qu'en attendant, grâce à une certaine pression exercée sur les industriels et les administrations, un grand nombre d'hommes des S. A. reçurent un emploi. Mais c'était toujours un emploi quelconque, mal payé, tel que manœuvre, balayeur de rues, petit employé, etc. Et puisque, très souvent, les hommes des S. A. ne possèdent aucun métier ou qu'ils sont restés très longtemps sans travail, leur nouvelle situation ne leur permet nullement un train de vie supérieur au précédent. Les salaires sont si bas, et il existe tant de retenues de toutes sortes que ce qu'il en reste ne dépasse vraiment pas beaucoup le montant d'un secours de chômage, c'est-à-dire le plus bas minimum possible.

Même pour les chefs des S. A., lesquels se recrutaient surtout parmi les soldats et les francs-tireurs de la période d'après-guerre, la situation était très mauvaise. Ils supposaient être, grâce à la victoire, nommés tous sans exception ministres, préfets de police, officiers supérieurs de la Reichswehr, et ainsi de suite. Mais les militaires de profession, les gradés, ainsi que les employés qualifiés, s'étaient assuré ces postes depuis longtemps, avec leurs cartes de membres du Parti N.-S. De sorte qu'il n'y avait de disponibles que quelques postes, peu nombreux, occupés jusqu'en 1933 par des marxistes. Et quant à la Reichswehr, elle resta totalement interdite aux chefs des S. A.

C'est ainsi que, peu à peu, un fort mécontentement se fit jour dans les formations des S. A. On exigea la réalisation des paragraphes socialistes du programme, tels que: étatisation des trusts, etc., ainsi que la réorganisation des S. A. en une armée régulière, avec Rœhm comme ministre de la guerre. N'ayant trouvé aucun écho sympathique chez Hitler, car son régime fait entièrement corps avec les intérêts de la grosse industrie, les mécontents mirent à l'ordre du jour la « seconde révolution » et cherchèrent à miner la situation des réactionnaires, c'est-à-dire des suiveurs de Hitler venus à lui des rangs des partis bourgeois. Il s'agissait là, avant tout, des Casques d'acier, cet organisme de défense armée dominé par les gros agrariens et, en général, par les éléments de l'extrême droite bourgeoise et nationaliste. La dissolution des Casques d'acier et la mise en disponibilité de son chef, Seldte, membre du gouvernement, furent exigées ouvertement par les dirigeants des S. A. De plus, on commença une lutte contre von Papen et même une action cachée contre Hindenbourg.

Or, Hitler était parfaitement conscient de ses devoirs envers ses mandataires. Toute tentative de mouvement prolétarien doit être réprimée, même si, défigurée, elle se présente comme une rébellion des chefs des S. A. mécontents. Tout mouvement doit être étouffé même, toute vie politique en général étant morte, dû à ces troupes d'assaut qui brisèrent les organisations prolétariennes, en assurant ainsi le pouvoir à Hitler et qui, pour cette raison, se croyaient désormais indispensables ainsi que dignes de récompenses et de privilèges.

En étroite liaison avec les journées sanglantes du milieu de l'année, aura lieu, incessamment, une grande « épuration » des S. A. Quiconque avait manifesté une fois son mécontentement ou qui avait adhéré jadis à un parti de gauche, bref, tout homme paraissant douteux, sera rayé des listes des S. A.

Les thèses « socialistes » du programme nazi sont reléguées ainsi dans un lointain nébuleux. « Afin de ne pas troubler l'économie nationale », toute atteinte aux droits sacro-saints du capital sera interdite. Ceci fait, M. von Papen, auquel est due cette trouvaille inoubliable de « la prospérité de l'Etat », et qui faillit être délogé, M. von Papen a triomphé. Comme jadis, l'Allemagne redevient un Etat exploiteur et militaire. Les événements du 30 juin et leurs conséquences le font comprendre toujours plus, même aux vastes masses de la population.

Berlin. H. Gd.

La trahison social-démocrate

Sans vouloir accorder pleine et entière confiance aux mémoires des généraux de la guerre et de l'après-guerre, il y a des récits qui correspondent trop bien à ce que l'on sait déjà pour les retenir faux. C'est pourquoi nous reproduisons sans autres commentaires sur les débuts du régime allemand soi-disant républicain cet article bibliographique de W. Duesberg :

Voici qu'après tant d'autres, le général von Luttwitz, l'auteur du putch Kapp, publie ses mémoires. (Vorgut Verlag.) C'est un témoignage écrasant pour certains chefs social-démocrates.

Si le gouvernement Ebert-Scheidemann fut, dès la fin de 1918, le prisonnier des généraux et notamment de Luttwitz, ce fut, de l'aveu même de celui-ci, pour avoir omis de prendre contact avec les troupes qui revenaient du front.

Il aurait été facile de former avec du matériel de choix, une armée républicaine de 100,000 hommes. Mais les social-démocrates, au lieu de haranguer les soldats eux-mêmes, préféraient passer par les officiers.

Rien d'étonnant que beaucoup d'hommes, déçus, eussent rejoint la « Volksmarinedivision », troupe d'extrême-gauche.

C'est devant les rapides progrès de cette division, constituée d'éléments d'élite, mais manquant totalement de chefs, que Scheidemann et Ebert prirent peur.

« Ce qui a sauvé Ebert, note le général, ce fut le téléphone secret menant de sa chambre directement au quartier du général von Groener. Personne, même pas ses collaborateurs les plus intimes, n'étaient au courant de cette ligne. »

M. Ebert ne jouait pas franc jeu. Pendant que le peuple manifestait sous les fenêtres de son palais, il se précipitait au téléphone pour supplier Groener de hâter l'envoi de renforts militaires.

Peu à peu le général von Luttwitz commandait 10,000 hommes sûrs. Ce chiffre insigifiant prouve combien le recrutement était difficile sous les ordres des généraux de l'empire et combien il aurait été facile de mettre debout une armée républicaine. Mais Ebert n'avait-il pas dit qu'il haissait cette révolution comme la peste ?

Les quelques social-démocrates, investis de grands pouvoirs auprès des conseils de soldats, étaient des personnages repus et falots. La suppression des conseils de soldats, tacitement approuvée par Ebert et Scheidemann, fut d'ailleurs entreprise sans plus tarder par le général von Luttwitz.

« Le sous-officier Klabunde avait été nommé commandant de Berlin. Il menait grand train de vie. Finalement il avait tant de dettes qu'il ne pouvait plus sortir de la « Kommandatur » sans être assailli par des garçons de café. Moyennant une grosse somme, je lui achetai son poste et il s'en fut sans plus donner de ses nouvelles. »

Avec ses 10,000 hommes bien entraînés bien équipés, composés en grande partie d'officiers, Luttwitz fut bientôt le maître de la capitale. Noske avait fait publier le fameux « Schiesserlass » — l'autorisation de fusiller quiconque serait trouvé l'arme à la main. Les soldats allaient plus loin. Ils fusillaient tous ceux qui arboraient un brassard rouge. Trente matelots sans armes furent massacrés dans la Franzosischestrasse. Grâce à l'indulgence de Noske, l'auteur de ce massacre, le lieutenant Marloch, put tranquillement quitter la capitale.

Pourquoi obéir à des social-démocrates réactionnaires sans autorité et affolés alors qu'un général ayant franchi le Rubicon, aurait fait preuve de bien plus de sang-froid? Ce n'était pas encore le moment pour un coup d'Etat. Mais Luttwitz relate que Georges Bernhardt, rédacteur en chef de la *Gazette de Voss*, l'y poussait, ainsi que Rudolf Cuno, rédacteur en chef de la *Morgenpost*. Non seulement, le général refusa, dit-il, mais il dissuada les officiers du corps de la cavalerie de la garde de s'insurger contre le gouvernement.

Le 13 mars, le général marcha de Doeberitz sur Berlin. Ce fut le putch auquel le conseiller Kapp a donné son nom. Pourquoi le général avait-il changé d'avis? Parce que le gouvernement avait ajouté son nom à la liste des officiers dont le renvoi fut exigé en vertu du traité.

On sait tout sur le putch. Il échoua et le gouvernement social-démocrate, heureux de pouvoir revenir de Stuttgart à Berlin, fit reettre à Luttwitz un faux passeport au nom du Geheimrat Knappe et une auto pour qu'il pût tranquillement quitter Berlin.

« Nous avons agi par pur patriotisme, conclut Kapp; si nous avons commis le crime de haute trahison, ce fut envers des hommes qui avaient été eux-mêmes des traîtres. »

D'ailleurs, il soutient que le putch, après tout, n'a pas échoué puisqu'il a préparé les voies à Hitler. L'une de ses conséquences, insignifiantes alors, mais fort importantes par la suite, fut l'éviction des social-démocrates en Bavière, suivie aussitôt de l'essor du mouvement hitlérien.

Mussolini diplomate

S'il est une chose incompréhensible, surtout de la part d'un journal socialiste, c'est d'attaquer Hitler tout en louant Mussolini! Comme si ce dernier n'était pas sous tous les rapports plus abject que Hitler, dont le mouvement a été encouragé, subventionné, loué par le fascisme. La presse italienne a fait de l'avènement de Hitler au pouvoir un triomphe de la doctrine fasciste, ce qui, d'ailleurs, est indéniable. Comment Edmond Privat peut-il publier dans *Le Travail* ces lignes :

La différence entre un Mussolini et un Hitler, outre celle du format des personnalités, c'est que le premier a réussi à en imposer aux autres pays et à rendre à l'Italie sa place de grande puissance, tandis que le second n'a fait qu'ameuter le monde entier contre l'Allemagne et la faire dégringoler de l'échelle où les négociateurs habiles comme Stresemann l'avaient fait patiemment remonter. Comparez sa position actuelle avec celle qu'elle occupait à Locarno. Quelle chute en peu de temps !

Le format de Mussolini ne diffère guère de celui de Hitler. Le même charlatan et palabreur répugnant, avec des écarts de langage encore plus idiots. Mussolini, pour avoir passé quinze ans au sein du Parti socialiste, a un vernis de connaissances sociales dont Hitler est dépourvu, mais cela rend la trahison du Benito encore plus infâme.

Il n'y avait pas à rendre à l'Italie sa place de grande puissance; elle ne l'avait pas perdue, et Mussolini, à travers sa politique de contradictions, d'incohérences et de chantages, n'a rien obtenu. C'est ce que faisait remarquer dans son article de fond du 29 août dernier le *Manchester Guardian*, que Privat connaît beaucoup mieux que nous. Même en ne jugeant pas à un point de vue socialiste, mais bourgeois, ainsi que Privat le fait, son jugement en l'occurrence est faux. Avec Mussolini, il y a eu une véritable décadence italienne dans tous les domaines, sauf peut-être dans celui du militarisme. Même le bluff des travaux publics est vite démonté en examinant les chiffres de près et en établissant l'historique de chaque travail.

Nous comprenons que la presse bourgeoise veuille sauver en la personnalité de Mussolini le fascisme, mais nous avons à faire exactement le contraire. La responsabilité même des événements tragiques d'Allemagne et d'Autriche retombe en partie sur Mussolini, qui a fortement contribué à les encourager et provoquer. Son indignation contre Hitler vient du fait qu'ayant cru que celui-ci allait faire son jeu, il s'est trouvé joué, malgré son *format* d'homme *imposant*.

Enfin, conseillons à Edmond Privat aussi la lecture du livre du prof. Salvenimi, *Mussolini diplomate*. Il y verra démontré par des documents diplomatiques successifs le caractère grotesque et monstrueux d'une politique faisant parfois avorter les projets d'autrui sans jamais en faire triompher un à soi. Dernier exemple, le pacte à quatre, appelé avec raison le patatrac. En effet, qu'en reste-t-il aujourd'hui?

Cela soit dit, tout en faisant remarquer que nous persévérons dans notre opinion qu'il ne saurait y avoir de diplomatie honnête.

Contre une infamie

Marianne, qui devait être une revue littéraire républicaine en opposition à *Candide* et *Gringoire*, accaparés par la réaction clérico-fasciste, n'a pas tardé, sous la direction du transfuge Emmanuel Berl, à devenir aussi un dépotoir de calomnies et d'infamies. Elle vient de publier sur notre camarade Makhno une histoire romancée de J. Kessel, staviskyste notoire et marchand de lettres, avec des photographies truquées fournies sans doute par une agence bolcheviste. Inutile de relever dans le récit de Kessel, qui fait de notre camarade un jouisseur, un pogromiste et un homme tuant pour le simple plaisir de tuer, tous les détails contredisant la vérité la mieux établie. Makhno de son vivant avait déjà fait justice de toutes les accusations que le Kessel a exagérées jusqu'à l'absurde, gagnant ainsi fort mal son argent. Nous sommes revenus à une entente franco-russe, et quel meilleur service rendre à la dictature bolcheviste et à la bourgeoisie française que de calomnier le révolutionnaire qui s'est dressé contre les deux régimes également de terrorisme et de pillage! Car ce dont notre camarade est accusé faussement est ce que la France républicaine n'a jamais cessé de faire dans ses colonies. Le dernier massacre de juifs en Algérie en est une preuve éclatante non encore oubliée. L'histoire romancée est aujourd'hui à la mode — rien d'ailleurs du génie d'un Walter Scott ou d'un Alexandre Manzoni — mais si on peut lui passer les pires défigurations sur les faits et les hommes d'un temps révolu, il y aurait peut-être quelque intérêt à rappeler à la vérité, fût-ce brusquement, ceux qui s'occupent d'événements et d'hommes de notre époque. Mais ne nous occupons pas davantage de ces deux malpropres: Berl et Kessel.

Notes en marge

Un vol stupéfiant.

Le *Giornale d'Italia* du 26 août dernier a publié la correspondance suivante de Trévise:

La commune de Trévise a été victime d'un vol tout à fait singulier. Un pont, de dimensions remarquables, qui traversait la rivière Sile, dans la localité Canizzano, a été complètement enlevé pendant la nuit, par des inconnus qui n'ont laissé aucune trace de leur exploit. Le pont, construit après la guerre, était en bois américain et avait une longueur de 25 mètres. Il s'appuyait sur trois piliers également en bois. Hier matin, on a constaté que le pont et tout le matériel avaient disparu.

A remarquer qu'en Italie il y a une milice spéciale de chemises noires chargée de surveiller aussi la route. C'est à croire que ces dernières ont fait le coup.

Quoi qu'il en soit, avec le dynamisme fasciste et de tels exploits merveilleux même en fait de vols, attendons-nous à voir bientôt les tours de Notre-Dame sérieusement volées. Il faudra alors trouver une autre expression pour désigner l'impossible.

Valeurs spirituelles.

Nous apprenons qu'un nommé Buttner, Allemand, employé au secrétariat socialiste des réfugiés du Reich, en Suède, s'est enfui en emportant, outre quelque argent, des documents sur l'activité politique d'autrefois de ses compatriotes aujourd'hui exilés. Il a gagné l'Allemagne.

Les régimes fascistes se sont tous établis par le parjure des chefs d'Etat. Ensuite, ils ne peuvent durer sans un service de police et d'espionnage, de corruption et de trahison. Il faut faire perdre toute confiance aux citoyens les uns dans les autres, la délation s'installant au sein même de la famille. Chacun doit être réduit à l'impuissance par la crainte d'être vendu par ses proches aussi. La dureté des temps qui rend pour beaucoup presque insoluble le problème de « gagner sa vie », surtout n'étant pas des sujets très fidèles, fait le reste. C'est bien là le triomphe des « valeurs spirituelles » attendu par le fascisme clérical.

Histoire de chemises

N'est-elle pas grotesque cette histoire de chemises, d'insignes, d'uniformes qu'il est défendu de porter ! Et certains accapareurs de la révolution pensent-ils qu'il suffit d'une part d'empêcher l'ennemi de se déguiser à sa guise, et, d'autre part, de pouvoir eux-mêmes s'affubler en gardes rouges, pour le vaincre ?

Nous qui ne voulons pour nous aucun uniforme, pensons que peut-être il y a intérêt à ce que nos ennemis en endossent, afin de mieux les reconnaître et savoir sans hésitation sur qui nous avons à porter nos coups. Franchement, croit-on qu'un cortège fasciste n'est à siffler qu'à cause d'uniformes, d'insignes ou de drapeaux ? En tant que fascistes ils affirment nettement vouloir supprimer pour nous toute liberté et nous devons prendre sans autre la liberté de leur témoigner que nous ne nous laisserons pas faire.

Ce pauvre Motta!

La *Nouvelle Gazette de Zurich* l'a quelque peu maltraité dans un article de fond où l'on pouvait lire:

Le plus grand danger qui menace notre neutralité consiste à renoncer à défendre avec vigueur et intrépidité nos intérêts vis-à-vis de voisins agressifs. Il n'existe pas d'« attitude neutre » lorsque, sur notre propre territoire, l'on attaque notre peuple, notre Etat et nos institutions.

Récemment, l'on a adressé à un journal tessinois un avertissement à la suite d'invectives — évidemment inadmissibles — à l'adresse d'un homme d'Etat étranger; ce cas offre un contraste éclatant avec les ménagements dont on fait bénéficier un organe italien publié en Suisse, qui se permet des interventions continuelles dans nos affaires intérieures. On se heurte de nouveau ici à cette malheureuse conception trop répandue dans nos milieux gouvernementaux, mais qui n'est pas moins funeste, consiste à confondre la neutralité avec la renonciation à une politique extérieure: on fuit alors devant les responsabilités en cherchant une compensation aux dépens de nos propres concitoyens.

M. Motta ne peut se brouiller avec Mussolini, car il se brouillerait du même coup avec le Pape, qui en a fait « l'homme de la Providence », de celle divine et papale.

Quant à nous, nous ne demandons aucune restriction même à la liberté de la presse fasciste, sauf éventuellement aux citoyens à intervenir directement envers tel ou tel de ses rédacteurs.

Hypocrites!

Nous n'avons jamais cru à la fable de l'Etat prolétarien, du gouvernement d'ouvriers et paysans, de la patrie du prolétariat, du pays à la construction socialiste, etc.; mais en somme l'Etat russe est en tout digne des autres Etats et partant d'être admis à la S. d. N. Or, cette admission, nous ne savons pour quels intérêts inavouables, rencontre une certaine opposition dans les milieux fascistes suisses alors que les milieux fascistes italiens y sont entièrement favorables, ce qui prouve bien que les principes n'y sont pour rien. Nos opposants font en particulier valoir qu'un certain article 23 du Pacte oblige les membres de la compagnie à assurer chez eux et « à maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant », tandis que l'article 22 exige le respect de la liberté de conscience et de religion des minorités, implicitement à plus forte raison même, de la majorité.

Après tout ce que nous savons de ce qui se passe dans presque tous les Etats en matière de conditions de travail et de liberté d'opinion, il faut une rare impudence pour invoquer ces deux articles, d'autant plus que ceux qui entendent les faire valoir sont ces mêmes corporatistes qui ont approuvé les conditions de famine faites en pays fascistes aux travailleurs et ces mêmes cléricaux qui invoquent des mesures contre la propagande des sans-dieu et des libres-penseurs.

Ceux qui rêvent d'interdire toute propagande autre que celle de l'Eglise et de l'Etat et ne réclament que des diminutions de salaires pour les travailleurs et des subsides pour les chômeurs se posant en champinons du bien-être et de la liberté! Quels répugnants hypocrites!

Economie dirigée.

L'année dernière, la *Revue de la Coopération internationale*, à propos de la loi sur le blé en France, écrivait ces lignes:

Alors que les producteurs français n'ont pas vendu un gramme de blé de la nouvelle récolte, le prix du pain (nourriture essentielle du Français moyen) a monté. Et d'autre part, dans les premiers jours d'août, près de 200,000 quintaux de blé français de la dernière récolte ont été vendus à des acheteurs étrangers à raison de 41 francs caf Rotterdam et 45 francs caf Londres ou sur wagon frontière suisse. Ainsi par une curieuse application des principes nationalistes d'économie dirigée au blé français, le consommateur français paie son pain fabriqué avec du blé français sur la base de 119 francs, tandis que les consommateurs anglais, suisses, hollandais, ou même allemands, paient leur pain fait de blé français sur la base de 45 francs les 100 kilogrammes.

Hélas! les consommateurs suisses ne paient pas leur pain 45 centimes (9 centimes or le kilo), mais quatre fois plus cher, car l'Etat suisse intervient aussi pour diriger l'économie et il en résulte que voulant prendre des mesures de protection pour toutes les branches de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, tous et chacun se trouvent avoir beaucoup plus de charges que d'allègements. Mais vive quand même le système capitaliste et étatiste!

Moins chère!

Un camarade nous communique cette réclame d'une somnambule de Paris:

De même qu'en 1934 nos vieux ministres ont été rappelés pour rétablir la situation, Mme Aquita, la plus ancienne somnambule de Paris, après 45 ans d'expérience et de succès, est également revenue pour vous sortir de tous vos embarras. Cartomancie, graphologie. Venez me voir, je vous donnerai tous conseils à suivre pour sortir de vos peines et réussir dans vos entreprises, aussi embrouillées soient-elles: amour, affection, peines de cœur, héritage, commerce, et tous renseignements susceptibles de vous intéresser. Tous les vendredis, depuis 10 fr.

Les vieux ministres ne sont pas moins charlatans que cette vieille somnambule avec leurs prétentions de « redressement national » et de « salut du pays »; mais ils sont infiniment plus chers et coûtent des milliards. Les gogos qui croient en eux sont toujours cruellement déçus et volés, mais n'en persistent pas moins à aller aux urnes comme d'autres vont chez la somnambule. La masse continue à vivre ainsi dans un véritable état de somnambulisme, particulièrement profitable aux aigrefins.

GENEVE

Le sauvetage continue.

La presse annonce que M. Alexandre Moriaud vient de bénéficier à son tour d'un non-lieu que M. le Procureur général explique ainsi:

L'arrêt de la Cour de cassation du 29 mars 1934, tout en rendant pratiquement impossible toutes poursuites contre M. Alexandre Moriaud, a nécessité l'ouverture d'une nouvelle information. Il ne résulte pas de celle-ci qu'une inculpation puisse être retenue contre ce dernier. En effet, il ne semble pas qu'on puisse affirmer l'existence d'un rapport de cause à effet entre les crédits qui lui ont été ouverts par la Banque de Genève et l'exercice des fonctions de délégué de l'Etat de Genève auprès de cet établissement, qui lui avaient été confiées.

La manœuvre était prévue. Maintenant, il ne reste plus qu'à acquitter M. Miéville, qui, décemment, ne saurait être condamné, car il avait au-dessus de lui un Conseil d'administration, sans compter les reviseurs des comptes, qui étaient précisément appelés à constater tout ce qui pouvait y avoir d'irrégulier et n'ont jugé bon que de tout approuver, non sans en avoir profité.

La morale est toujours la même: la prison n'a été créée que pour les petits voleurs; les grands sont blanchis et certains juges leur adressent même des félicitations. La faute de tout le mal est à ceux qui, devinant à certains indices les voleries, commencent à s'en alarmer, autrement — n'est-il pas vrai? — elles auraient pu durer plus longtemps.

BIBLIOGRAPHIE

VIENNE-LA-ROUGE. — Jérôme et Jean Tharaud viennent de publier sous ce titre (Librairie Plon, 12 fr. fçais) une sorte de précis d'histoire de l'Autriche et de la social-démocratie autrichienne, de 1914 à ce jour. On y voit vivre le vieil empereur François-Joseph, le bourgmestre Karl Lueger, qu'on appelait le roi de Vienne, Victor et Frédéric Adler, Otto Bauer et Mgr Seipel, le prince Alois Stahremberg, l'actuel ministre de la police et ses heimwehriens, le légat du pape, chancelier Dolfuss, etc.

L'ouvrage est tendancieux, mais semble cependant assez objectif. Le talent des Tharaud en rend la lecture agréable et facile.

On y trouvera avec plaisir la série de mesures prises par les sociaux-démocrates viennois pour faire de leur capitale une ville moderne, adaptée aux besoins de tous, sans distinction de classe: maisons ouvrières aux architectures variées et belles, pourvues de tout le confort, gaz, électricité, eau chaude et froide, salle de bains, blanchisseries mécaniques, machines à repasser permettant à une ménagère de laver et de repasser en une après-midi le linge de quatre ou cinq personnes; dispensaires, offices et jardins pour enfants, cliniques, écoles modèles avec sections d'anormaux, bibliothèques, instituts de pédagogie, de psychologie, etc., etc.

Et, pour financer tout cela, les ingénieuses mesures prises par le conseiller technique de la cité, Dr Breitner, mesures qui ruinèrent légalement les propriétaires bourgeois. Il y a là beaucoup à prendre et à apprendre.

LA GRANDE REVOLUTION QUI VIENT, par Jacques Duboin (Les Editions Nouvelles, 16, rue de la Sorbonne, 5 fr. fçais). En deux cents pages claires et rapides, ce journaliste parisien (il écrit à l'*Oeuvre* et est ou fut, je crois, député au Parlement français), critique, comme on le fait au *Réveil* depuis son origine, le régime capitaliste et avec les mêmes arguments. L'originalité de son ouvrage consiste dans la distinction qu'il fait entre les temps anciens qu'il appelle l'époque de la *rareté* et les temps futurs qui constitueront l'époque de l'*abondance*. Quelques mesures que prennent ou que puissent prendre les profiteurs des temps anciens, ceux-ci sont définitivement caducs et à brève échéance; J. Duboin le montre bien. Mais le passage de l'une à l'autre époque sera catastrophique pour tout le monde si l'on persiste dans les errements actuels. J. Duboin propose des mesures d'après lesquelles « ce ne sont pas les riches qui vont perdre, ce sont les pauvres qui vont devenir riches ».

Le livre est tellement bon marché, si rempli de chiffres et de statistiques à l'appui de la thèse de l'auteur, si fourni de pensées généreuses et convaincantes, que je m'en voudrais de le résumer et ne puis qu'en conseiller le très modeste achat. A. M.

LA RENAISSANCE DU SOCIALISME. — Manifeste par Ernestan, R. Piron et W. Overstraeten, prix 2 francs. En vente chez Raoul Piron, 43, avenue Edmond-Messens, Bruxelles (Belgique).

Voilà un manifeste qui ne pourra satisfaire ni socialistes, ni anarchistes. Non pas que nous ne puissions souscrire à un certain nombre d'affirmations qu'il contient, mais voulant rester anarchistes avant tout, le mot « socialisme », si galvaudé d'ailleurs, nous semble insuffisant à bien marquer les idées que nous défendons et les buts que nous poursuivons.

Nous n'acceptons pas la critique que les auteurs du Manifeste font de l'anarchisme. Pour la justifier, il faudrait s'en rapporter non aux camarades qui ont le mieux exposé nos idées, mais à quelques divagations que l'on a pu faire sur l'anarchisme comme sur toute autre doctrine. En tout cas un fait est bien certain, c'est qu'en matière de « moyens de lutte et de réalisation », nous ne trouvons dans la nouvelle brochure rien de plus que ce déjà dit et parfois beaucoup mieux par Bakounine, Guillaume, Kropotkine, Malatesta, Merlino, etc. D'accord qu'il faut adapter nos conceptions « aux conditions et aux nécessités actuelles », mais en somme le grand but reste toujours le même: supprimer toute forme d'exploitation et d'autorité. Dire que l'anarchisme « se borna dans l'ordre doctrinal à ramener le problème social à la lutte entre deux antinomies morales absolues: liberté contre autorité », c'est évidemment ignorer le meilleur de la littérature anarchiste.

Plus qu'à une polémique de journaux, ce manifeste pourra servir à une discussion au sein de groupes. Nous terminerons par une remarque sur la démocratie socialiste en opposition à la démocratie bourgeoise. Les mots finissent par acquérir une valeur bien précise par l'usage. Or, démocratie signifie avant tout droit de la majorité sur la minorité, droit que nous contestons formellement. Il y a des cas où une décision unique s'impose et alors il est assez naturel d'accepter celle de la majorité; mais en règle générale minorité et majorité doivent jouir d'un même droit de se déterminer librement et de s'en rapporter à leur volonté.

Nous allons être accusés une fois de plus de traditionalisme, mais en réalité, nous avouons, et le regrettons vivement, n'avoir rien trouvé de nouveau dans les publications qui prétendaient nous l'apporter. Par contre, il se trouve que de vieilles affirmations anarchistes d'il y a trente ou quarante ans sont devenues plus vraies aujourd'hui. Ainsi l'optimisme d'un Kropotkine se trouve plus justifié par les possibilités accrues.

L. B.

PETITS PAPIERS

EXAGERATION

L'*Action nationale* publie en gros caractères: « Les événements de la Comédie. » Exagération! Ce sont tout au plus des incidents. Pour quelques gifles envoyées aux destinataires par les gars du bâtiment, nous ne voyons là qu'un petit fait divers sans importance!

CHACUN SON TOUR

Il y a une trentaine d'années, les camarades maçons étaient fort mal payés. Ils devaient en outre envoyer à leurs familles un peu d'argent; aussi se montraient-ils d'une sobriété extraordinaire, ce qui faisait dire aux horlogers: « Ces maçons, quels gars sobres, ils vivent de rien! » Ces *tchinchis*, comme ils disaient d'une façon un peu méprisante. Aujourd'hui, ce sont ces mêmes horlogers qui se mettent la ceinture. Quelle sobriété, mes amis!

Chacun son tour! C. R.

Je voudrais bien qu'on m'expliquât quel pourait être le genre de misère d'un être libre dont le cœur est en paix et le corps en santé. *J.-J. Rousseau.*

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

... et Mooney ?

Dans l'immense misère qui a envahi tout un peuple — le peuple allemenad — parmi les inexprimables souffrances et tourments que traversent chaque jour soixante millions d'hommes, le sort de tel ou de tel individu peut paraître indifférent. C'est tout à fait normal et naturel. Mais si important que soit pour le monde le sort d'un peuple, si juste et nécessaire que ce soit de concentrer l'attention de tous et de chacun sur l'Allemagne, il y a cependant des cas où le sort d'un seul non seulement mérite, mais exige la même attention et la même activité que l'évènement collectif de l'histoire mondiale, parce que ce sort particulier représente le sort de la masse même, parce que le monde peut y voir sa position et s'orienter sur la voie qu'il est indispensable de suivre. Tel était le cas Dimitroff, Torgler, Popoff et Taneff. Tel est aussi le cas Tom Monney s'imposant toujours davantage et plus actuel que jamais.

La solution à donner par le Tribunal mondial et propre à satisfaire les sentiments d'humanité et de justice est plus importante que jamais, non malgré les événements d'Allemagne, mais précisément à cause d'eux et en relation étroite avec eux, car l'Allemagne est aujourd'hui, par la faute de ses tortionnaires fascistes, un centre dangereux menaçant la, paix mondiale. Déjà grâce au manque de respect et à l'infraction systématique aux clauses des pactes internationaux par Hitler, Göring et Göbels, la question n'est plus de savoir s'il y aura une nouvelle guerre mondiale, mais quand elle éclatera tout de même !

Il est impossible d'éviter un nouveau massacre mondial, qui sera incomparablement plus horrible que la tuerie en gros de 1914 à 1918, si toutes les forces de paix n'entrent en jeu avec force et décision. La lutte pour Tom Mooney en est une, parce qu'ennemi juré de toute guerre impérialiste et la combattant avec une énergie sans égale, il est en réclusion depuis dix-huit ans. La lutte pour Mooney est une lutte contre la guerre et la barbarie de Hitler, pour la paix et les droits de l'homme.

Le cas Tom Mooney a été évoqué par Madgeleine Paz de façon très approfondie, instructive et convaincante. Mais depuis deux ans de si formidables choses se sont passées, que le souvenir du cas Mooney s'estompe, s'il n'est pas déjà tombé dans l'oubli. Pour cela et pour prouver ses relations étroites avec la lutte contre la guerre impérialiste et la barbarie fasciste, résumons-le une fois de plus.

En juillet 1916, les passions politiques dans les Etats-Unis d'Amérique allaient atteindre leur apogée. La question qui surexcitait la foule était : guerre ou paix — la participation ou non de l'Amérique à la guerre mondiale. La presse, dominée par le capitalisme industriel et bancaire, faisait une propagande passionnée pour la guerre et peu à peu était parvenue à provoquer un vrai fanatisme belliqueux chez la majorité de la population. Les adversaires de la guerre étaient en somme uniquement les ouvriers révolutionnaires et les milieux influencés par eux, avant tout The Industrial Workers of the World. Leur chef était Tom Mooney.

Tom Mooney est le vrai créateur du mouvement révolutionnaire des syndicats ouvries américains. C'est grâce à son énergie, à sa clairvoyance et à sa tenacité que les ouvriers, jusque là presque sans organisation, s'allièrent et entreprirent la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et du standard de vie. Comme ces luttes avaient de grands succès sous la sage et clairvoyante direction de Mooney, il y eut un puissant accroissement de ces syndicats qui gagnèrent en nombre et en influence, surtout en Californie où Mooney exerçait plus particulièrement son action.

Naturellement les industriels et les rois de la finance, jusque là tout puissants vis à vis des ouvriers, dirigèrent leur haine contre ce militant menant la lutte avec autant d'énergie que de succès et qui devenait pour eux un danger toujours plus menaçant. Pour maîtriser les ouvriers et mettre Tom Mooney hors de combat, tous les moyens furent employés. Nous n'allons pas décrire ici les moyens criminels et sournois — qu'un romancier aurait eu peine à inventer — avec lesquels les rois de l'industrie et de la bourse menèrent leur lutte contre Tom Mooney (Magdeleine Paz l'a fait). En vain ! Ils ne parvinrent pas à le mettre hors de combat. Mais naturellement ils n'abandonnèrent pas la lutte. Au contraire ! ils durent l'intensifier, lorsque Tom Mooney entreprit la lutte contre le start voulu de la meilleur affaire du monde de l'industrie et de la bourse : contre la participation à la guerre mondiale.

Tom Mooney voyageait dans le pays et organisait des manifestations de protestation et des meetings contre la guerre. Il montra aux foules le vrai sens de la guerre. Il dénonça les mots d'ordre pour la paix et la liberté, pour la démocratie et l'humanité, pour l'égalité des droits, pour la libre détermination des peuples, — comme des mensonges éhontés dans la bouche des magnats de l'industrie et de la banque. Il affirma que le sang allait être transformé en or, que les cadavres seraient monnayés.

Naturellement les intéressés à la guerre se mirent en état de défense. On recourut aux mensonges et aux intrigues habituelles et bien connues contre les adversaires d'une guerre impérialiste. Les persécutions contre Mooney s'accrurent. D'abord en vain, mais enfin le 22 juillet 1916 fournit à ces messieurs dont le portefeuille sert de cœur et de conscience le prétexte si longtemps attendu.

Le 22 juillet 1916 eut lieu à San Francisco une démonstration en faveur de la participation de l'Amérique à la guerre. Une bombe fut jetée au milieu du cortège, dix personnes furent tuées et quarante blessées. Qui en était l'auteur ?

Vingt-quatre heures avant la manifestation pour la guerre il y avait eu une démonstration contre la guerre. L'organisateur et l'orateur était Tom Mooney. Comme toujours, il avait dénoncé le sens véritable de la guerre impérialiste et fait appel à la population pour une lutte organisée contre le danger de guerre par tous les moyens, sans exclure les moyens révolutionnaires.

Qui était l'auteur de l'attentat ? Naturellement Tom Mooney.

Tom Mooney fut arrêté, déféré au tribunal et condamné à la pendaison. Il demanda la revision de son jugement.

Entre temps, jusqu'au second procès, ses amis organisèrent sa défense et prouvèrent 1°) qu'immédiatement après que la place eût été évacuée, les pompiers effacèrent toute trace utile à l'enquête : 2°) que la police ne commença son travail qu'après les pompiers et amplifia les dégâts au pavage et aux alentours, les attribuant aux suites de l'attentat : 3°) que le tribunal prit pour témoins des gens connus comme menteurs, voleurs, souteneurs et des filles publiques, gens continuellement à la merci de la police, et les pressa de témoigner contre Mooney : 4°) qu'au moment de l'attentat, Tom Mooney se trouvait à plus d'un mille du lieu de l'attentat sur le toit d'un gratte-ciel.

Se basant sur ces données, démontrées absolument véridiques par des témoignages irréfutables, les amis de Mooney appelèrent les prolétaires du monde entier à leur aide. Ce prolétariat mondial, fatigué et aigri par trois années de tuerie en masse, saisit avec joie l'occasion de témoigner son désir de paix par des manifestations de sympathie pour leur camarade d'Amérique, ennemi de la guerre. Ces manifestations de solidarité paraissant passer inaperçues, le prolétariat d'Europe et particulièrement des pays alliés intensifia son agitation. Le peuple ouvrier de Pétrograde manifesta dans les rues pour Mooney et pour la paix. Sous cette contrainte et par peur de la menace de révolution dans la Russie alliée, la condamnation à mort de Tom Mooney fut commuée en celle de travaux forcés à perpétuité.

Tom Mooney et ses amis ne voulurent naturellement pas se contenter de ce résultat. Mooney était donc innocent. Mais qu'importait cette innocence aux rois de l'industrie et des banques de Californie, heureux de voir un dangereux adversaire hors de combat ! Devaient-ils permettre qu'il puisse reprendre la bataille avec un redoublement d'efforts et de puissance, en tant que rescapé du martyre ? Ils pouvaient l'empêcher et usèrent de leur pouvoir. D'autre part, la puissance ouvrière venue à l'aide de Mooney au-delà de l'Atlantique, était tellement occupée d'elle-même et absorbée par les luttes les plus graves que, malgré toute sa bonne volonté, elle oublia quelque peu Mooney.

Cependant Tom Mooney et ses amis ne se laissèrent pas décourager et eurent de grandes satisfactions, bien que d'ordre moral seulement. Ils réussirent à découvrir une photographie confirmant visiblement les dépositions qu'au moment de l'attentat, Mooney se trouvait sur le toit d'un gratte-ciel, situé à une distance d'un mille et quart du lieu du crime. En outre, plusieurs témoins à charge récusèrent leurs dépositions et avouèrent avoir prêté un faux serment. Enfin, fait le plus important, point le plus décisif : on réussit à faire la preuve inattaquable et officiellement confirmée que le principal témoin à charge, dont la déposition avait été retenue comme preuve concluante par les juges dans les considérants du jugement, avait déjà été condamné pour faux serment et qu'il ne se trouvait pas du tout à San Francisco le jour de l'attentat.

Ces faits, et d'autres encore — surtout la révélation des moyens mensongers et criminels dont s'étaient servis les adversaires de Mooney afin d'obtenir sa condamnation — provoquèrent en Amérique une indignation immense. Le juge qui avait condamné à mort Mooney en première instance se déclara victime d'ue tromperie inouie et se mit à la tête de la campagne en faveur de Mooney. Des gouverneurs d'Etats américains, des sénateurs, des savants, artistes et journalistes éminents flétrirent le cas Mooney comme une affaire de corruption de la justice et de la culture américaine et revendiquèrent avec ferveur la libération inconditionnée de Mooney. En vain : la puissance des magnats industriels et bancaires de Californie était trop grande — et l'action de la puissance qui avait moralement imposé l'annulation de la condamnation à mort : la pression du prolétariat manquait.

Tout de même ce dernier recommença à s'intéresser à Mooney. Le premier, le prolétariat allemand éleva de nouveau sa voix pour Mooney. L'Association internationale de secours — dirigée notamment par des membres du Parti communiste allemand oppositionnel, mais placée absolument au dessus des partis — intervint et reprit la lutte pour Tom Mooney. Le travail n'avança d'abord que lentement. Enfin, les efforts infatigables réussirent à fonder un « Comité allemand pour sauver Mooney et Billings ». Billings était un ami et jeune collaborateur de Mooney et avait été également condamné à la réclusion perpétuelle. Dans ce comité étaient représentées vingt-deux organisations politiques ou intellectuelles entièrement différentes.

Sous la direction de l'Association internationale de secours (qui a d'ailleurs aussi des ramifications en France et en Suisse, avec direction centrale à Strasbourg et à Schaffhouse), les 22 organisations commencèrent la lutte pour Tom Mooney, qui est en même temps la lutte cotre l'hitlérisme et le danger, de nouveau croissant, d'une guerre mondiale.

La liaison de la lutte pour Mooney avec celle contre le danger de la guerre impérialiste, de même que la liaison entre cette lutte et celle contre l'hitlérisme en tant que menace de guerre sont évidentes. Cependant on peut s'étonner qu'on n'ait mené cette lutte pas seulement comme une partie de la lutte contre la guerre, mais aussi contre le fascisme. Et pourtant c'est justifié.

Le « Comité allemand pour sauver Mooney et Billings » commença son travail au début de 1932. A cette époque, le terrorisme naziste était déjà devenu si insupportable que les organisations ouvrières devaient créer des formations de protection pour leurs réunions, bâtiments, fonctionnaires, etc. Ces formations eurent souvent, en état de légitime défense, à repousser les agressions des terroristes fascistes, mais presque sans exception les ouvriers furent condamnés par les tribunaux et par contre les agresseurs fascistes acquittés. Il est évident que cette attitude des tribunaux allemands eut pour effet de favoriser le mouvement naziste, ce qui rendit d'autant plus nécessaire la lutte contre la fascistisation fortement progressive de la justice allemande et contre le fascisme en général. L'affaire Mooney et Billings était bien faite pour mobiliser toutes les énergies pour cette lutte. Car si pareil crime judiciaire, un pareil déni des droits humains fondamentaux avait été possible dans un pays et à une époque où toutes les garanties de la démocratie bourgeoise étaient soi-disant encore en pleine vigueur, que ne pouvions nous craindre dans un pays et à une époque où les garanties de la démocratie bourgeoise avaient déjà été en grande partie abolies ou, si elles existaient encore, ce n'était que sur le papier ! La lutte pour Tom Mooney, ainsi conçue et conduite, était bien, en effet, une partie de la lutte contre le fascisme.

Cependant cette lutte avait, outre cela, directement une très grande importance politique. Elle a encore aujourd'hui et plus que jamais son caractère antifasciste, antihitlérien.

Les amis de Tom Mooney ne s'étaient pas seulement efforcés de prouver son innocence, mais aussi de rechercher les coupables, et dans ces recherches ils trouvèrent des traces de relations entre l'attentat à San Francisco et l'activité de fonctionnaires officiels allemands. Ce soupçon a été renforcé jusqu'à la certitude par la déposition sous serment d'un journaliste sportif américain, qui est décédé depuis. L'homme, contre lequel se dirige le soupçon d'avoir eu connaissance du plan de l'attentat ou d'en avoir même été l'inspirateur, s'appelle Franz von Papen, actuellement vice-chancelier du régime hitlérien et en 1932 chancelier de l'Empire allemand. Il va sans dire que le « Comité allemand pour sauver Mooney et Billings » lui demanda de s'expliquer. Cependant von Papen s'y décida seulement après des sollicitations réitérées et très énergiques. Il fit une déclaration très entortillée, qui justifiait une démarche plus encore énergique contre lui. C'est seulement grâce à l'avènement du troisième Reich que cette démarche fut empêchée et l'action pour Mooney provisoirement suspendue. C'est aux antifascistes hors d'Allemagne qu'incombe maintenant la tâche de demander les éclaircissements nécessaires, basés sur des documents, à M. Franz von Papen et de porter ainsi un coup décisif contre un membre en vue du régime hitlérien et contre ce régime même.

Mais précisément parce que la lutte pour Mooney peut devenir un facteur très important dans la lutte contre l'hitlérisme, il faut se garder d'en faire un moyen de lutte dirigée exclusivement contre le régime hitlérien. Certes, Hitler c'est la guerre, et pour cette raison, toute lutte contre Hitler est en même temps une lutte pour la paix —en tant que Hitler est devenu l'agent, le moteur poussant les forces belliqueuses à accélérer leur explosion. Tous les Etats capitalistes sont aujourd'hui disposés à la guerre, parce que la crise économique, s'accentuant toujours plus, ne leur laisse aucune autre issue. Mais ils sont parfaitement conscients des dangers de cette « issue », ils savent qu'à la fin de la guerre la révolution sociale peut éclater. C'est le sens et la tâche de la tragicomédie que la diplomatie joue aux peuples sous le titre de « Conférence du désarmement », devenue depuis longtemps une Conférence d'armement. Il s'agit aujourd'hui de dénoncer un Etat ou un groupe d'Etats comme agresseur et de déclarer les autres comme attaqués, afin de leur procurer ainsi vis-à-vis de leurs peuples l'alibi moral qu'ils désirent avoir comme moyen de protection contre la révolution sociale.

Il faut en finir avec ce jeu, dans l'intérêt de la paix. Il faut dénoncer aux peuples le vrai sens et le vrai but de la Conférence du désarmement. Il faut leur montrer que les governements de tous les Etats capitalistes poussent à la guerre et que l'Allemagne hitlérienne est un point de concentration du danger de guerre, mais seulement le facteur accélérant l'avènement de la guerre. Si l'on réussit à éclairer les peuples sur ce point, alors la lutte contre le danger de guerre impérialiste aura du succès. Pour obtenir ce succès, il n'y a guère de moyen plus approprié que la lutte pour Tom Mooney. Plus encore, la lutte pour Tom Mooney pourra porter un coup mortel au danger de guerre impérialiste et au fascisme, si cette lutte est victorieuse.

Le 30 décembre 1932, la mère âgée de plus de 80 ans de Tom Mooney a eu une entrevue avec le Président actuel de l'Union nord-américaine, M. Théodore Roosevelt, qui lui a assuré qu'il interviendra pour son fils. Au mois de mai 1933, en effet, la nouvelle s'est répandue dans la presse (je l'ai lue dans une prison hitlérienne) que Tom Mooney aurait été libéré. Mais après ma fuite vers la Suisse, j'ai lu dans l'*Arbeiterzeitung*, à Schaffhouse (environ fin juillet 1933) que contrairement à une information antérieure Tom Mooney n'aurait pas été libéré. C'est la dernière nouvelle de Tom Mooney qui est venue à ma connaissance.

Que faut-il faire ?

1) Il faut tirer au clair le sort de Tom Mooney. C'est très facile.

2) Après avoir éclairci la situation, il faut — si Tom Mooney est encore emprisonné — fonder un « Comité pour sauver Mooney et Billings ».

3) Pour pouvoir accomplir sa tâche, ce comité devra immédiatement se mettre en relation avec toutes les organisations antibelliqueuses et antifascistes et les inviter à la collaboration.

4) Ce comité devra déployer son activité d'agitation et de propagande en étroite liaison avec les autres organisations contre la guerre et le fascisme, comme une partie de leur lutte générale.

Si la lutte pour Tom Mooney est conduite ainsi, elle devient un élément renforçant le mouvement universel contre le danger de guerre impérialiste et contre le fascisme.

Félix Ziege.

L'administration de soi-même. — Tel a été jusqu'à présent le mot d'ordre de la philosophie et de la science pour tout ce qui concernait l'homme. Mais l'investigation scientifique, qui ne connaît ni repos ni arrêt, nous a tirés de cet état de béate admiration de nous-mêmes, en nous montrant l'être humain dans la lumière crue de la réalité, dont aucune illusion ne saurait nous préserver Semblable, selon la belle expression de Broca, à l'esclave romain, suivant le triomphateur, la science nous répète: « Souviens-toi que tu n'es qu'un homme ».

Louis Buchner.

VICTOIRE !

Nous venons d'éditer en carte postale et en tableau en couleurs, format 48 × 66 cm., une nouvelle œuvre de Firmin Sagrista, auteur de *L'ultime vision de Montjuich* et de *Si vis pacem !* qui eurent un si grand succès. La carte est en vente au prix de 10 cent., le tableau de 50 cent. Travail suggestif et excellent pour la propagande antimilitariste. Nous enverrons gratuitement la carte à tous ceux qui nous en feront la demande.

Camarade, pour être fort et préparer ton émancipation, éduque-toi socialement.